



Strasbourg, le 23 octobre 2018

CAHENF(2018)LD2

Comité ad hoc pour les droits de l'enfant (CAHENF)

Liste des décisions

5^e réunion

Strasbourg, 16-18 octobre 2018

Conseil de l'Europe, Palais de l'Europe, salle 7

Établie par la Division des droits des enfants
Direction de l'anti-discrimination

I. Introduction

La 5^e réunion plénière du CAHENF s'est déroulée à Strasbourg du 16 au 18 octobre 2018. Elle a été ouverte et présidée par M^{me} Maria-Andriani Kostopoulou (Grèce). L'ordre du jour et la liste des participants sont joints en annexe à la liste des décisions.

II. Décisions

Le CAHENF :

Point 2 de l'ordre du jour : adoption de l'ordre du jour et de l'ordre des travaux

- a adopté le projet d'ordre du jour et d'ordre des travaux, tels qu'il figure dans le document CAHENF(2018)OJ2rev2 ;

Point 3 de l'ordre du jour : informations communiquées par la présidente, la vice-présidente et le Secrétariat

- s'est félicité des informations données par la présidente et la vice-présidente du CAHENF et par le Secrétariat ;
- a écouté le compte rendu de la présidente sur le contenu et l'issue de la réunion des présidents des comités intergouvernementaux et a eu des échos de l'évaluation du CAHENF et d'autres comités du CdE par la DIO ;
- a pris note de la décision du Comité des Ministres d'intégrer la question des droits des personnes handicapées dans le mandat du CAHENF ;
- a pris connaissance des informations communiquées par le Secrétariat au sujet de la procédure d'élection, du réexamen des méthodes de travail et des propositions de désignation des rapporteurs ;

Point 4 de l'ordre du jour : mise en œuvre de la Stratégie du Conseil de l'Europe pour les droits de l'enfant (2016-2021)

- a pris note avec beaucoup d'intérêt de l'état d'avancement, des développements récents et des défis dans les États membres et les États observateurs, ainsi que des informations fournies par les représentants de la société civile sur la mise en œuvre des domaines prioritaires prévus par la Stratégie ;
- a invité les États membres n'ayant pas encore envoyé leur mise à jour à le faire dans la semaine suivant la réunion ;
- a pris note du Plan d'action actualisé du CAHENF, tel qu'il figure dans le document CAHENF(2018)11, et a demandé au Secrétariat de veiller à sa mise à jour régulière ;

Point 5 de l'ordre du jour : travaux en cours du CAHENF

5.1 Élaboration des lignes directrices

- a pris note du rapport de la 4^e réunion du CAHENF-Garanties, tel qu'il figure dans le document CAHENF-Safeguards(2018)PV2 ;
- a examiné et approuvé à l'unanimité le projet de *Recommandation du Comité des Ministres à l'égard des États membres concernant les principes directeurs et lignes directrices pour une tutelle effective des enfants non accompagnés et séparés dans le cadre de la migration* ;

- a chargé le Secrétariat de finaliser le projet de texte (y compris les dernières corrections éditoriales éventuelles) et de le transmettre au Comité des Ministres pour examen et adoption ;
- a demandé au Secrétariat, en coopération avec la consultante, de poursuivre l'élaboration du projet d'exposé des motifs accompagnant le projet de recommandation, et de le soumettre pour examen au CAHENF-Garanties avant de le diffuser à tous les membres pour une dernière série de commentaires ;
- a décidé de charger le Secrétariat et le Bureau du CAHENF de finaliser le projet d'exposé des motifs en tenant compte des commentaires et de le soumettre pour adoption dans le cadre d'une procédure en ligne ;
- a convenu de transmettre davantage d'instructions et de commentaires sur les questions en suspens et le texte révisé du projet de lignes directrices sur la détermination de l'âge, d'ici au 9 novembre 2018 ;

5.2 Examen de la Recommandation CM/Rec(2007)9 du Comité des ministres sur les projets de vie des mineurs migrants non accompagnés : état d'avancement et programme de travail

- a pris note de la mise à jour par le Secrétariat de l'état d'avancement de l'examen de la mise en œuvre de la Recommandation CM/Rec(2007)9 du Comité des ministres aux États membres sur les projets de vie des mineurs migrants non accompagnés, ainsi que des contraintes budgétaires liées à l'achèvement de cet examen en 2018 ;
- a invité les États membres à contribuer à l'enquête et a convenu de prolonger au 31 octobre 2018 la date limite de réponse ;

5.3 Mise en œuvre des normes sur la protection des enfants contre la violence dans les États membres : point sur l'avancée des travaux du CAHENF-VAC et programme de travail

- a pris note des informations figurant dans le rapport de la 2^e réunion du CAHENF-VAC, qui s'est tenue les 18 et 19 septembre 2018 ;
- a pris connaissance des dernières informations concernant les travaux du CAHENF-VAC et a pris note de la feuille de route et du calendrier actualisés ainsi que des contributions attendues des États membres, tels qu'ils figurent dans les documents CAHENF-VAC(2018)PV2 et CAHENF-VAC(2018)05rev ;
- a pris note de l'état d'avancement de l'enquête qui doit être menée en octobre/novembre 2018 sur les réponses des États membres à la violence à l'égard des enfants, dont la date limite de réponse est fixée au 23 novembre 2018 ;

5.4 Mise en œuvre des normes existantes et outils

Les droits de l'enfant dans l'environnement numérique

- a pris connaissance des dernières informations concernant les travaux entrepris au sujet de la Recommandation CM/Rec(2018)7 du Comité des Ministres aux États membres sur les Lignes directrices relatives au respect, à la protection et à la réalisation des droits de l'enfant dans l'environnement numérique, ainsi que de l'élaboration d'un Guide de mise en œuvre par le Secrétariat, en collaboration avec un groupe de consultants ;
- a convenu de fournir des orientations supplémentaires sous la forme de contributions écrites d'ici au 5 novembre 2018 et de faire appel à des volontaires pour examiner le futur projet de Guide de mise en œuvre en 2019 ;

Outil d'évaluation de la participation des enfants

- a écouté avec beaucoup d'intérêt le point fait par le Secrétariat et la Bulgarie sur les événements passés et sur les prochains travaux concernant la mise en œuvre de l'outil d'évaluation de la participation des enfants ;

5.5 Soutien pour mieux adapter les services aux enfants, en particulier leur accès, les services sociaux et les services de santé

- a écouté avec beaucoup d'intérêt les exposés de M. Martin Weber, responsable de programme en matière de santé des enfants et des adolescents au Bureau régional de l'OMS pour l'Europe, de M^{me} Polina Atanasova, coordonnatrice du Réseau européen des ombudsmans pour enfants (ENOC), et de M. Paul Gilligan, psychologue clinicien, directeur général des services de santé mentale de St. Patrick et professeur adjoint au Trinity College de Dublin, et a procédé à un échange de vues sur plusieurs questions concernant les droits de l'enfant et la santé mentale ;
- a chargé le Bureau de revenir vers lui avec des suggestions d'actions, qui tiennent compte des besoins identifiés et du mandat du CAHENF ;

Point 6 de l'ordre du jour : avis du CAHENF à l'attention du Comité des Ministres

- a invité le Secrétariat à le tenir informé de la réponse du Comité des Ministres à la Recommandation (2137) 2018 de l'APCE « Obligations internationales des États membres du Conseil de l'Europe de protéger les vies en mer » ;
- a chargé le Bureau de préparer les projets d'avis que pourrait solliciter le Comité des Ministres, en vue de leur approbation par communication électronique ou lors des prochaines plénières ;

Point 7 de l'ordre du jour : priorités du CAHENF et programme de travail 2018-2019

7.1 Préparation de l'évaluation à mi-parcours de la Stratégie pour les droits de l'enfant : processus et Conférence à haut niveau (juin 2019)

- a pris note des informations communiquées par le Secrétariat à propos de l'organisation de l'évaluation à mi-parcours de la Stratégie et a approuvé le document de réflexion (CAHENF(2018)09rev) ;
- a pris note de l'état d'avancement des préparatifs de la Conférence à haut niveau et a invité le Secrétariat à indiquer dès que possible les dates et le lieu de cet événement, ainsi qu'à préparer le document de réflexion et le programme de la conférence, en coopération avec le Bureau ;
- a convenu de fournir des réponses au projet de questionnaire sur le processus d'évaluation à mi-parcours dès que possible et en tout état de cause au plus tard le 7 janvier 2019 ;
- a également pris note des informations données sur le processus de participation des enfants qui doit être lancé en octobre 2018 dans le cadre de l'évaluation à mi-parcours de la Stratégie, ainsi que de l'appel et des encouragements du Secrétariat à associer les enfants à l'évaluation de la Stratégie et à la Conférence à haut niveau, avec le soutien d'Eurochild ;
- a convenu de communiquer dès que possible au Secrétariat le nom du ou des ministres à inviter à la Conférence à haut niveau ;

7.2 Projet de programme de travail 2018- 2019

- s'est félicité du format proposé pour le programme de travail du CAHENF (CAHENF(2018)12) et a approuvé le texte modifié ;

7.3 Participation des représentants du CAHENF à d'autres événements (2018-2019)

- a pris note des informations fournies par la présidente sur la participation à d'autres événements et a confirmé ses représentants à d'autres événements, comme l'indique le document CAHENF(2018)3 REV2 ;

Point 8 de l'ordre du jour : actions et activités pertinentes du Conseil de l'Europe et futures contributions possibles ou travail de suivi du CAHENF

8.1 Plan d'action du Conseil de l'Europe pour la protection des enfants migrants et réfugiés (2017-2019)

- a tenu un échange avec l'ambassadeur Tomas Bocek, représentant spécial du Secrétaire Général sur les migrations et les réfugiés, à la suite du point fait oralement par ce dernier sur l'évaluation à mi-parcours de la mise en œuvre du Plan d'action sur la protection des enfants réfugiés et migrants, et a pris note de son invitation à recenser les bonnes pratiques permettant de garantir le respect du principe de l'intérêt supérieur de l'enfant pendant le processus de détermination de l'âge ;
- a pris note des prochains événements organisés par la Division des droits des enfants pour donner suite aux visites d'information que le représentant spécial du Secrétaire Général sur les migrations et les réfugiés a effectuées dans des pays (Strasbourg, 4-5 décembre 2018), et de l'appel à organiser des ateliers de consultation sur la détermination de l'âge avec des enfants non accompagnés et séparés pour soutenir les travaux du CAHENF ;

8.2 Stratégie du Conseil de l'Europe contre le terrorisme (2018-2022)

- a noté que l'événement prévu dans le cadre de la Stratégie du Conseil de l'Europe contre le terrorisme (2018-2022) était désormais planifié en 2020 et a décidé de reprendre les discussions sur son éventuelle contribution lors de la ou des prochaines réunions ;

Point 9 de l'ordre du jour : élections : présidence et vice-présidence

- a réélu M^{me} Maria-Andriani Kostopoulou (Grèce) présidente et M^{me} Satu Sistonen (Finlande) vice-présidente pour un nouveau mandat d'un an à compter de 2018-2019 ;

Point 10 de l'ordre du jour : méthodes de travail et contributions des rapporteurs à des tâches spécifiques

- a désigné les rapporteurs thématiques ci-après, chargés de contribuer aux travaux du CAHENF sur :
 - 1) la mise en œuvre de la Recommandation CM/Rec(2018)7 du Comité des Ministres aux États membres sur les Lignes directrices relatives au respect, à la protection et à la réalisation des droits de l'enfant dans l'environnement numérique : M. Radim Hueber (République tchèque) ;
 - 2) l'examen de la Recommandation CM/Rec(2007)9 du Comité des ministres aux États membres sur les projets de vie des mineurs migrants non accompagnés : M^{me} Alma Tandili (Albanie) ;
 - 3) l'égalité de genre : M^{me} Ruzica Boskic (Slovénie), conjointement avec M. Kyrlo Dombrovskiy (Ukraine) ;
- a décidé d'inviter les délégations, en octobre, à relayer l'intérêt exprimé par des membres à remplir les fonctions de rapporteur pour a) les réponses à la violence à l'égard des enfants figurant dans le rapport d'étape sur la Stratégie ; b) le « centre d'échange » / la plateforme d'échange en ligne sur les réponses à la violence à l'égard des enfants ; c) le handicap, et de charger le Bureau, par le biais du Secrétariat, de confirmer les nominations ;

Point 11 de l'ordre du jour : rôle du rapporteur sur l'égalité de genre

- a écouté le compte rendu fait par le rapporteur sur l'égalité de genre à la suite de sa participation à la formation sur l'approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes organisée par le Conseil de l'Europe le 15 octobre 2018 ;

- a adopté le mandat de rapporteur sur l'égalité de genre, tel qu'il figure dans le document CAHENF(2018)13 ;

Point 12 de l'ordre du jour : informations sur les travaux pertinents aux niveaux européen et international

- a écouté avec beaucoup d'intérêt l'allocution prononcée par M^{me} Maud de Boer-Buquicchio, rapporteuse spéciale de l'ONU sur la vente et l'exploitation sexuelle d'enfants, et a pris note des dernières informations sur la mise en œuvre des Objectifs de développement durable dans une perspective fondée sur les droits de l'enfant, ainsi que du rôle que pourraient jouer le Conseil de l'Europe et le CAHENF dans ce contexte ;

Point 13 de l'ordre du jour : activités de coopération et projets dans le domaine des droits de l'enfant

- a pris note des dernières informations communiquées par le Secrétariat sur les projets de coopération relatifs aux droits de l'enfant et des prochains événements dans ce domaine ;

Point 14 de l'ordre du jour : dates et lieux des prochaines réunions

- a décidé d'organiser une réunion d'une journée en marge de la Conférence à haut niveau en juin 2019 (date exacte à confirmer) et de tenir sa 7^e réunion les 9 et 10 octobre 2019 ;

Point 16 de l'ordre du jour : adoption de la liste des décisions et fin de la réunion

- a adopté la liste des décisions.

ANNEXE I

ORDRE DU JOUR

1. Ouverture de la réunion à 9h30
2. Adoption de l'ordre du jour et de l'ordre des travaux
CAHENF(2018)OJ2rev2
CAHENF(2018)OJA2rev2
3. Information de la Présidente, Vice-présidente et du Secrétariat
 - 3.1. Réunion des Présidents des comités intergouvernementaux (20 septembre 2018) et évaluation du CAHENF
 - 3.2. Information sur les élections
CAHENF(2018)07
 - 3.3. Information sur les propositions de nominations de rapporteurs
4. Mise en œuvre de la Stratégie du Conseil de l'Europe pour les droits de l'Enfant (2016-2021)
 - 4.1. Echange avec les Etats membres sur les développements récents et la mise en œuvre de la Stratégie
CAHENF(2018)08
 - 4.2. Plan d'action pour la mise en œuvre de la Stratégie
CAHENF(2018)11
5. Travaux en cours du CAHENF
 - 5.1. Elaboration des lignes directrices
 - Projet de lignes directrices sur la tutelle
CAHENF-Safeguards(2018)PV2
CAHENF-Safeguards(2017)3rev6
CAHENF-Safeguards(2017)7rev6A
CAHENF-Safeguards(2018)10
CAHENF(2018)05
 - Projet de mémorandum explicatif ou de document guide pour la mise en œuvre des lignes directrices
 - Projet de lignes directrices sur la détermination de l'âge: discussion de questions en suspens importantes
CAHENF-Safeguards(2018)2rev3
CAHENF-Safeguards(2018)9
 - 5.2. Examen de la Recommandation CM/Rec(2007)9 du Comité des ministres sur les projets de vie des mineurs migrants non accompagnés : état d'avancement et programme de travail
 - 5.3. Mise en œuvre des standards sur la protection des enfants contre la violence dans les Etats membres: point sur l'avancée des travaux du CAHENF-VAC et programme de travail
CAHENF-VAC(2018)PV2
CAHENF-VAC(2018)05rev
 - 5.4. Mise en œuvre des normes existantes et outils
 - Les droits de l'enfant dans l'environnement numérique
CAHENF(2018)INF2
 - Outil d'évaluation de la participation des enfants

| | |
|---|--|
| <p>5.5. Soutien à mieux adapter les services aux enfants, en particulier la justice, les services sociaux et les services de santé - Echange thématique: les droits de l'enfant, la santé mentale et l'accès aux soins adaptés aux enfants</p> | <p>CAHENF(2018)INF3 CAHENF(2018)14 Rapport comparatif d'ENOC sur la santé mentale des enfants et des adolescents en Europe Déclaration d'ENOC sur "La santé mentale des enfants en Europe"</p> |
| <p>6. Avis du CAHENF à l'attention du Comité des Ministres</p> | <p>CAHENF(2018)06 CM/Del/Dec(2018)1321/3.1c PACE Recommandation 2137(2018)</p> |
| <p>7. Priorités du CAHENF et programme de travail en 2019</p> | |
| <p>7.1. Préparation de l'évaluation à mi-parcours de la Stratégie pour les Droits de l'Enfant: processus et Conférence de haut niveau (Paris, juin 2019)</p> | <p>CAHENF(2018)09 CAHENF(2018)10</p> |
| <p>7.2. Projet de programme de travail pour 2019</p> | <p>CAHENF(2018)12</p> |
| <p>7.3. Participation des représentants du CAHENF dans d'autres événements (2018-2019)</p> | <p>CAHENF(2018)03rev2</p> |
| <p>8. Actions et activités du Conseil de l'Europe pertinentes et futures contributions possibles ou travail de suivi du CAHENF</p> | |
| <p>8.1. Plan d'action du Conseil de l'Europe pour la protection des enfants migrants et réfugiés (2017-2019)</p> | <p>SG/Inf(2018)28</p> |
| <p>8.2. La Stratégie du Conseil de l'Europe contre le terrorisme (2018-2022)</p> | <p>CM(2018)86-addfinal</p> |
| <p>9. Elections: Présidence et Vice-Présidence</p> | <p>CAHENF(2018)07</p> |
| <p>10. Méthodes de travail et contributions des rapporteurs pour des tâches spécifiques</p> | |
| <p>11. Rôle du rapporteur sur l'égalité de genre</p> | <p>CAHENF(2018)13</p> |
| <p>12. Information sur les travaux pertinents aux niveaux européen et international</p> | |
| <p>13. Activités de coopération et projets dans le domaine des droits de l'enfant</p> | |
| <p>14. Dates et lieux des prochaines réunions</p> | |
| <p>15. Autres questions</p> | |
| <p>16. Adoption de la liste des décisions et fin de la réunion à 18h00</p> | |

ANNEXE II

LISTE DES PARTICIPANTS

MEMBERS / MEMBRES

ALBANIA/ALBANIE

Ms Alma Tandili
Director
State Agency for the Protection of Children's Rights

ANDORRA/ANDORRE

Mr Jordi Olive Cadena
Head of the Department of Children and Adolescents
Ministry of Social Affairs, Justice and Interior

ARMENIA/ARMÉNIE

Mr Eduard Israyelyan
Head of the Child Rights Protection Unit of the RA Human Rights Defender's Office

AUSTRIA/AUTRICHE

Mr Ewald Filler
Ombudsman for Children and Youth
Federal Ministry of Family and Youth
Vienna

AZERBAIJAN/AZERBAÏDJAN

Ms Jeyran Arif Rahmatullayeva
Head of Staff
State Committee on Family, Women and Children Affairs of Azerbaijan Republic (SCFWCA)

BELGIUM/BELGIQUE

Ms Anne Swaluë
Chargée de recherche
Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse
Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Apologised / excusée

Ms Christel de Craim
Attaché
Service for criminal policy-juvenile affairs
Federal Government - Ministry of Justice

Mr Joost van Haelst
Policy Advisor Children's Rights
Division for Youth - Department for Culture, Youth and Media
Flemish Government

BOSNIA AND HERZEGOVINA/ BOSNIE ET HERZÉGOVINE

Mr Elmedin Muratbegović
Associate Professor, Faculty of Criminal Justice, Criminology and Security Studies
University of Sarajevo

BULGARIA/BULGARIE

Ms Eleonora Lilova
President of the State Agency for Child Protection

Ms Milena Dyankova
Chief of International Protection, Cooperation and Coordination Department
State Agency for Child Protection

CROATIA/CROATIE

Ms Margareta Mađerić
State Secretary
Ministry of Demography, Family, Youth and Social Policy

Apologised / excusée

Ms Tatjana Katkić Stanić
Head of Sector for Policy Coordination and Enhancement of Social Welfare Centres Professional Work
Ministry for Demography, Family, Youth and Social Policy

Apologised / excusée

CYPRUS/CHYPRE

Ms Leda Koursoumba
Commissioner for the Protection of Children's Rights

CZECH REPUBLIC/RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Mr Radim Hueber
Secretariat of the Government Council for Human Rights
Department of Human Rights and Protection of Minorities

DENMARK/DANEMARK

Ms Anne Martha Malmgren-Hansen
Head of Section
Legal and International
Ministry for Children and Social Affairs

Ms Karina Viskum Lisbjerg
Head of Section in the office on asylum and visa
Foreigner and Integration Ministry

ESTONIA/ESTONIE

Ms Elise Nikonov
Chief Specialist
Department of Children and Families
Ministry of Social Affairs

FINLAND/FINLANDE

Ms Satu Sistonen
Legal Officer
Unit for Human Rights Courts and Conventions
Legal Service
Ministry for Foreign Affairs

FRANCE

Mr Alexis Rinckenbach
Chef du Bureau des affaires européennes et internationales
Direction Générale de la Cohésion sociale
Ministère des solidarités et de la santé

GEORGIA/GÉORGIE

Ms Mindia Davitadze
Deputy Director of Human Rights Protection Department
Ministry of Internal Affairs of Georgia

GERMANY/ALLEMAGNE

GREECE/GRÈCE

Ms Maria-Andriani Kostopoulou (*Chair / Présidente*)
Attorney at Law
Supreme Court of Greece

Ms Panagiota Margaroni
Ministry of Labour, Social Security and Social Solidarity

HUNGARY/HONGRIE

Mr Árpád Mészáros J.D.
Deputy State Secretary for International and European Union Affairs
Ministry of Human Capacities
Department for EU Affairs and International Organisations

Apologised / excusé

Ms Ágnes Osztolykan
First Secretary
Permanent Representation of Hungary to the Council of Europe

ICELAND/ISLANDE

Ms Gudridur Bolladottir
Legal Advisor
Ministry of Welfare

IRELAND/IRLANDE

Ms Lara Hynes
Principal Officer
Family Functioning and Children's Rights Policy Unit
Department of Children and Youth Affairs

ITALY/ITALIE

Mme Ermenegilda Siniscalchi
Chef du Département pour les politiques de la famille
Présidence du Conseil des Ministres

Apologised / excusée

Mr Michele Palma
Director General
Department of Family Policy
Presidency of the Council of Ministers

Ms Alessandra Bernardon
Ufficio Autorità Garante per l'Infanzia e l'Adolescenza (Italian independent Authority for children and adolescents)

Ms Ester Di Napoli
Ufficio Autorità Garante per l'Infanzia e l'Adolescenza
Italian independent Authority for children and adolescents

LATVIA/LETTONIE

LIECHTENSTEIN

LITHUANIA/LITUANIE

Ms Laura Puriné
Senior Adviser of the Targeted Assistance and Protection
Ministry of Social Security and Labour

LUXEMBOURG

M. Claude Janizzi
Maître en psychologie
Conseiller de direction première classe
Ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Service des droits de l'enfant /
Service des relations internationales

MALTA/MALTE

Ms Carmen Buttigieg
Director
Department for Social Welfare Standards

Apologised / excusée

Mr Matthew Vella
Chief Executive Officer
Social Care Standards Authority

Dr Josianne Borg Sammut
Compliance Officer
Legal Office of Social Care Standards Authority

REPUBLIC OF MOLDOVA/REPUBLIQUE DE MOLDOVA

Mr Corneliu Tarus
Deputy Head, Directorate for Family Protection and the Rights of the Child Policies
Ministry of Labour, Social Protection and Family

MONACO

Ms Corinne Magail
Chargée de mission
Direction des Affaires Internationales
Ministère d'Etat

Apologised / excusée

MONTENEGRO

Ms Blanka Radošević-Marović
General Director of Directorate for Improvement and Protection for Human Rights and Freedom
Ministry of Human and Minority Rights

NETHERLANDS/PAYS-BAS

Ms Jolande Calkoen-Nauta
Juvenile Judge
District court of Zeeland West-Brabant

NORWAY/NORVEGE

Ms Solvor Backlund
Norwegian Directorate for Children, Youth and Family Affairs

Apologised / excusée

POLAND/POLOGNE

Ms Klara Wigier
Chief Specialist
Ministry of Family, Labour and Social Policy

Apologised / excusée

Ms Katarzyna Napiórkowska
Head of Family Support, Foster Care and Adoption Unit
Family Policy Department
Ministry of Family, Labour and Social Policy

Apologised / excusé

PORTUGAL

Ms Odete Severino
Vice-President
National Commission for the Promotion of the Rights and Protection of Children and Young People

ROMANIA/ROUMANIE

Ms Gabriela Coman
President of the National Authority for the Protection of
the Rights of the Child and Adoption

RUSSIAN FEDERATION/FEDERATION DE RUSSIE

Ms Olga Opanasenko
Expert
Ministry of Foreign Affairs

SAN MARINO/SAINT-MARIN

Ms Sylvie Bollini
First Secretary
Department of Foreign Affairs

Apologised / excusé

SERBIA/SERBIE

Ms Ivana Banković
Senior Advisor
Ministry of Labour, Employment, Veteran and Social Affairs
Department for International Relations, European Integration and Project Management

SLOVAK REPUBLIC/REPUBLIQUE SLOVAQUE

Ms Janka Divincova
Director of Joint Secretariat of Committees
Ministry of Labour, Social Affairs and Family

Apologised / excusée

SLOVENIA/SLOVENIE

Mr Andrej Del Fabro
Director General
Directorate for Family
Ministry of Labour, Family, Social Affairs and Equal Opportunities

Apologised / excusé

Ms Ružica Boškić
Secretary
Analysis, Development and European Affairs Coordination Service
Ministry of Labour, Family, Social Affairs and Equal Opportunities

SPAIN/ESPAGNE

Ms Silvia Rodríguez Novoa
Head of the Department of Children´s Affairs
Ministry of Health, Social Services and Equality

Apologised / excusée

SWEDEN/SUEDE

Ms Jessica Gozzi
Head of Section
Child Rights Convention Coordination Group
Division for Family and Social Services
Ministry of Health and Social Affairs

Apologised / excusée

Ms Johanna Aurell Viklund
Expert on children and migration
Child Rights Convention Coordination Group
Ministry of Health and Social Affairs

SWITZERLAND/SUISSE

M. Jean-Marie Bouverat
Affaires internationales
Secteur Organisations internationales
Office fédéral des assurances sociales

«THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA» / «L'EX-REPUBLIQUE YUGOSLAVE DE MACEDOINE»

TURKEY/TURQUIE

UKRAINE/UKRAINE

Mr Kyrylo Dombrovskyi
Deputy Director of the Department for Protection of Children's
Rights and Adoption
Head of the Division for Interstate Adoption
Ministry of Social Policy

UNITED KINGDOM/ROYAUME-UNI

PARTICIPANTS

Parliamentary Assembly of the Council of Europe (PACE) / Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)

Apologised (represented by the PACE Secretariat)
Excusé (représenté par le Secretariat de l'APCE)

Committees or other bodies of the Council of Europe engaged in related work / Comités ou autres organes du Conseil de l'Europe engagés dans des travaux similaires

Committee of the Parties to the Convention on the Protection of Children against Sexual Exploitation and Sexual Abuse (Lanzarote Committee) / Comité des Parties à la Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels (Comité de Lanzarote)

Mme Emmanuelle Wachenheim
Ministère de la justice – Direction des affaires criminelles et des grâces
Chargée de mission auprès du sous-directeur de la négociation et de la législation pénales
France

European Social Cohesion Platform (PECS) / Plateforme européenne de cohésion sociale (PECS)

Ms Rita Skrebiskiene
Chair of the European Social Cohesion Platform
Director of International Relations Department, Ministry of Social Security and Labour
Lithuania

EUROPEAN UNION / UNION EUROPEENE

Ms Valeria Setti
EC Coordinator for the rights of the child
Unit C1: Fundamental rights and rights of the child
Directorate-General Justice
European Commission

Apologised / excusée

OTHER INTERNATIONAL ORGANISATIONS / AUTRES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

United Nations Special Rapporteur on the sale and sexual exploitation of children / Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la vente et l'exploitation sexuelle des enfants

Ms Maud de Boer-Buquicchio, Special Rapporteur / Rapporteuse spéciale

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR) / Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR)

Ms Delphine Leneutre
Legal Associate / Associée juridique
Representation of the UNHCR to the European Institutions in Strasbourg / Représentation de l'UNHCR auprès des Institutions européennes à Strasbourg

United Nations Children's Fund (UNICEF) / Fonds des Nations Unies pour l'enfance (Unicef)

Ms Severine Jacomy Vite
Child Protection Specialist
UNICEF Regional Office for Europe and Central Asia

Ms Veronica Ortiz Simal
Partnerships Manager
UNICEF Regional Office for Europe and Central Asia

World Health Organisation (WHO) / Organisation mondiale de la santé (OMS)

Mr Martin Weber
Programme Manager, Child and Adolescent Health
WHO Regional Office for Europe

OBSERVER STATES TO THE COUNCIL OF EUROPE / ETATS OBSERVATEURS AUPRES DU CONSEIL DE L'EUROPE

Canada

Holy See / Saint Siège

Mme Alessandra Aula
Secrétaire Générale du Bureau international catholique de l'enfance / Secretary General of the International Catholic Child Bureau

Japan/Japon

Ms Kumiko Niitsu
Researcher / Advisor
Consulat Général du Japon de Strasbourg

Ms Françoise Nadia Richer
Assistante
Consulat Général du Japon de Strasbourg

Mexico/Mexique

Ms Lorena Alvarado Quezada
Deputy to the Permanent Observer of Mexico to the Council of Europe /
Adjointe à l'Observateur Permanent du Mexique auprès du Conseil de l'Europe

United States of America/Etats Unis d'Amérique

Countries concerned with the Council of Europe policy towards neighbourhood regions / Pays concernés par la politique du Conseil de l'Europe à l'égard des régions voisines

JORDAN / JORDANIE

MOROCCO / MAROC

Mr Mohamed Khalil Diouri
Directeur de la Protection de la Famille, de l'Enfance et des Personnes Âgées
Ministère de la Famille, de la Solidarité,
de l'Égalité et du Développement Social

TUNISIA/TUNISIE

OBSERVERS / OBSERVATEURS

Children's Rights Information Network (CRIN) / Réseau d'information sur les droits des enfants (CRIN)

Mr Leo Ratledge
Legal Coordinator

Defence of Children International (DEI) / Défense des Enfants International (DEI)

Mr Benoît van Keirsbilck
Director / Président

Eurochild

Ms Mieke Schuurman
Senior Policy and Advocacy Coordinator
Children's Rights & Child Participation

European Network of Ombudspersons for Children (ENOC)

Ms Stéphanie Carrère
International Affairs Advisor

Ms Polina Atanasova
ENOC Coordinator

International Association of Youth and Family Judges and Magistrates / Association Internationale des Magistrats de la Jeunesse et de la Famille (AIMJF)

M. Daniel Pical
Président de la Section Européenne

EXPERTS

Ms Ana Isabel Fernandes Guerreiro
Independent Expert

Mr Paul Gilligan
Clinical Psychologist
Chief Executive of St. Patrick's Mental Health Services, Dublin, Ireland

Ms Susanna Greijer
Independent Expert

Ms Rebecca O Donnell
Independent Expert

COUNCIL OF EUROPE / CONSEIL DE L'EUROPE

F-67075 Strasbourg Cedex

Tél.: +33 3 88 41 20 00 ;

Fax: + 33 3 88 41 27 81/82/83 ; E-mail: <http://www.coe.int>

DGII – Directorate General of Democracy / Direction générale de la démocratie

Mr Jeroen SCHOKKENBROEK
Director of Anti-Discrimination

Secretariat to the Ad hoc Committee for the Rights of the Child / Secrétariat du Comité ad hoc pour les droits de l'enfant

Ms Regina JENSDOTTIR
Children's Rights Co-ordinator, Executive Secretary to the Ad hoc Committee for the Rights of the Child /
Secrétaire exécutive du Comité ad hoc pour les droits de l'enfant

Ms Livia STOICA BECHT
Secretary to the Ad hoc Committee for the Rights of the Child / Secrétaire du Comité ad hoc pour les
droits de l'enfant
Programme Officer / Responsable de programme

Ms Maren LAMBRECHT
Co-Secretary to the Ad hoc Committee for the Rights of the Child / Co-secrétaire du Comité ad hoc pour
les droits de l'enfant
Programme Officer / Responsable de programme

Ms Jackie RENAUDIN-SIDDALL
Assistant / Assistante

Children's Rights Division / Division des droits des enfants

Ms Gioia SCAPPUCCI
Secretary to the Committee of the Parties to the Council of Europe Convention on the Protection of
Children against Sexual Exploitation and Sexual Abuse (Lanzarote Committee) / Secrétaire du Comité
des Parties de la Convention sur la Protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels
(Comité de Lanzarote)

Mr Mikaël POUTIERS

Administrator, Committee of the Parties to the Council of Europe Convention on the Protection of Children against Sexual Exploitation and Sexual Abuse (Lanzarote Committee) / Administrateur, Comité des Parties de la Convention sur la Protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels (Comité de Lanzarote)

Ms Flora BOLTER

Project Officer / Chargée de projet

Ms Maria ASENSIO-VELASCO

Trainee / Stagiaire

Gender Equality Unit / Unité de l'égalité de genre

Ms Cécile GREBOVAL

Administrator / Administratrice

European Social Cohesion Platform (PECS) / Plateforme européenne de cohésion sociale (PECS)

Ms Margarita GALSTYAN

Administrator / Administratrice

DGI – Directorate General of Human Rights and Rule of Law / Direction générale des Droits de l'Homme et de l'Etat de Droit

Special Representative of the Secretary General for Migration and Refugees / Représentant spécial du Secrétaire Général pour les migrations et les réfugiés

Mr Tomáš BOCEK

Special Representative / Représentant spécial

Data Protection Unit / Unité de la protection des données

Ms Hélène LECUIVRE

Trainee / stagiaire

Human Rights Policy and Co-operation Department / Service des politiques de la coopération en matière de droits de l'homme

Ms Laurence LWOFF

Secretary of the Committee on Bioethics (DH-BIO) /

Secrétaire du Comité de Bioéthique (DH-BIO)

Ms Katrin UERPMANN

Lawyer/Administrator / Juriste/Administratrice

Ms Karolina KOLJAJ

Trainee / stagiaire

Action against Crime Department / Service de la lutte contre la criminalité

Mr Kristian BARTHOLIN

Co-Secretary of the Council of Europe Counter-Terrorism Committee (CDCT) / Co-secrétaire du Comité du Conseil de l'Europe de lutte contre le terrorisme (CDCT)

Secretariat of the Parliamentary Assembly of the Council of Europe / Secrétariat de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

Ms Anna CHABBOUH

Trainee, Committee on Social Affairs, Health and Sustainable Development / Stagiaire, Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable

INTERPRETERS / INTERPRÈTES

Ms Gillian AKENHUT

Mr Rémy JAIN

Ms Bettina LUDEWIG